

SUBVERSION

Ukraine : la rue contre le peuple



Pour changer le régime en Ukraine, la CIA a commandé des sondages sortie des urnes qu'elle a présentés comme certains avant même le dépouillement. Elle a dépêché un millier d'observateurs, recrutés par l'entremise d'associations d'Europe centrale, pour crier à la falsification du scrutin. Enfin, elle a salarié des milliers de cadres de l'opposition et les a formés aux manifestations de rue. La révolution la plus riche du monde a été conçue comme un spectacle pour télévisions occidentales.

page 2

Le corollaire médiatique de la « Révolution orange »

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'élection en Ukraine a donné lieu à une crise politique orchestrée par la NED/CIA qui utilise à nouveau les tactiques qui ont fait leurs preuves à Belgrade puis à Tbilissi. Comme toujours, pour que l'opération fonctionne, il est également nécessaire d'obtenir le soutien de l'opinion publique internationale ; les « messagers de l'Amérique » s'emploient à prouver que les Ukrainiens sont majoritairement mobilisés en faveur de Viktor Yushchenko.

page 8

REPÈRE : 29 NOVEMBRE 1812 Abandonnés à la Berezina

Harcelée par les troupes russes du maréchal Koutouzov, l'armée napoléonienne reflue depuis Moscou sur les rives du fleuve Berezina. Les pontonniers s'empressent de construire deux ponts pour permettre à l'armée de passer. Par des températures de -30 degrés, plus de 1 000 pontonniers se noient lors des deux jours que dure le chantier. Dans la nuit du 28 au 29 novembre 1812, 25 000 combattants et 30 000 blessés passent et se replient sur Wilna. Le 29 au matin, quand on signale l'arrivée imminente de l'avant-garde cosaque, le général Eblé ordonne de brûler les ponts pour empêcher les Russes de poursuivre l'armée française. Plus de 10 000 blessés sans armes sont encore sur la mauvaise rive et supplient en vain qu'on les laisse passer. Certains tentent de traverser à la nage dans les eaux glacées et se noient, les autres seront massacrés par les premiers détachements russes arrivés. Le soir, à Wilna, un soldat blessé s'approche de Napoléon et lui crache au visage : « Goûte le sang des abandonnés de la Berezina » lui crie-t-il. Il sera décapité sur place par la garde.



L'ÉTONNANT RÉALISME DE LA TÉLÉVISION ISRAËLIENNE

Les candidats des jeux de télé-réalité sont sélectionnés en fonction de leur esprit de groupe et de leur capacité à susciter un sentiment d'identification chez le téléspectateur/consommateur moyen. En Israël, pays en guerre, le même souci de réalisme audiovisuel a abouti à la création, puis au succès actuel d'une émission dont les vainqueurs se verront offrir un poste de lobbyiste au service de l'image d'Israël à New York. L'émission *The Ambassadors* met quatorze jeunes gens en compétition pour effectuer diverses tâches diplomatiques à Washington, Paris, Londres ou Tel Aviv, le tout sous la supervision d'un ancien porte-parole de Tsahal, d'un ancien patron du Shin Bet (services de sécurité israéliens à l'étranger) ainsi que d'un correspondant politique de la télévision. Ces derniers doivent juger des qualités diplomatiques des candidats et de leur capacité à présenter Israël sous un jour favorable.

Subversion

Ukraine : la rue contre le peuple

Pour changer le régime en Ukraine, la CIA a commandé des sondages sortie des urnes qu'elle a présentés comme certains avant même le dépouillement. Elle a dépêché un millier d'observateurs, recrutés par l'entremise d'associations d'Europe centrale, pour crier à la falsification du scrutin. Enfin, elle a salarié des milliers de cadres de l'opposition et les a formés aux manifestations de rue. La révolution la plus riche du monde a été conçue comme un spectacle pour télévisions occidentales.



Victor Yushchenko (à droite sur la photo) lors de sa visite au siège de l'OTAN le 22 mai 2000, en compagnie de Lord Robertson

Dès avant le premier tour de l'élection présidentielle en Ukraine, nous avons alerté nos lecteurs sur le déploiement d'agents des États-Unis chargés de peser sur le scrutin [1]. L'opération est dirigée pour la CIA par le colonel Robert Helvy qui a déjà supervisé les révolutions en Yougoslavie et en Géorgie. Elle est officiellement financée à hauteur de 13 millions de dollars pour sa partie publique.

Pour compléter l'information de nos lecteurs, nous avons reconstitué une chronologie des événements à partir des dépêches de l'agence Interfax et nous

l'avons accompagnée d'informations sur les protagonistes.

Les trois jours qui firent basculer l'Ukraine

Le dimanche 21 novembre 2004, aux environ de 15 h, le quartier général du candidat Yuschenko informe les agences de presse que plus de 2 500 observateurs étrangers ont été empêchés d'entrer dans les bureaux de vote. Immédiatement, quelques centaines de jeunes supporters se rassemblent devant le siège de la Commission électorale pour dénoncer « le trucage des élections ».

À la clôture du scrutin, à 20 h, Richard G. Lugar, président de la Commission des affaires étrangères du Sénat états-unien et envoyé spécial du président George W. Bush, déclare à la presse que les élections doivent être invalidées. Au même moment, l'institut Socis publie un sondage sorti des urnes donnant Yuschenko vainqueur à 49,4 % devant Yakunovitch avec 45,9 %. De son côté, le Centre Razumkov de l'Institut international de sociologie crédite Yuschenko de 58 % contre 39 % pour Yakunovith. Sans attendre le dépouillement, 3 000 partisans de Viktor Yuschenko descendent lors dans le centre de Kiev pour crier leur victoire. Leur nombre atteint plusieurs dizaines de milliers dans la soirée.

Vers minuit, les manifestants se dispersent. À 1 h du matin, la Commission électorale annonce qu'un quart des bureaux de vote ont terminé le dépouillement et proclame les premiers résultats. Mais, contredisant les sondages, c'est Yakunovitch qui arrive en tête avec 51,13 % contre 45,48 % pour son adversaire. Immédiatement, Viktor Yuschenko, dénonçant un trucage, se rend au siège de la Commission pour exiger un nouveau décompte dans ces premiers bureaux.

Le matin du lundi 22, la foule se retrouve sur la place de l'Indépendance où Yuschenko avait fait dresser une grande scène. Lui-même arrive vers 11 h. La Commission électorale devait publier le point du dépouillement à midi. Mais à 11 h 55, prenant la parole devant ses militants, Yuschenko dénonce à l'avance des résultats truqués et appelle à la résistance non-violente contre la dictature.

À midi, la Commission a reçu plus de 98 % des résultats. L'écart s'est resserré entre les deux candidats, mais Yankunovitch reste en tête avec 49,57 % des voix contre 46,57 % pour son adversaire.

Vers 15 h, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) déclare que l'Ukraine a failli aux standards internationaux des élections démocratiques. À 16 h, le sénateur Lugar diffuse un communiqué accusant les autorités d'avoir falsifié le résultat.

Pendant ce temps, le Conseil municipal de Kiev dénonce le résultat et proclame Yuschenko président d'Ukraine. Puis, il vote une motion de défiance à l'encontre de la Commission électorale et appelle le Parlement à reconnaître le nouveau président.

À 17 h 40, le secrétaire à la défense, Rudkovski, rappelle les militaires dans les casernes. À 19 h 40, le bureau du Procureur général diffuse un communiqué

indiquant qu'il se tient prêt à réprimer toute violation de l'ordre constitutionnel, mais quelques minutes plus tard, Lytvyn, le président du Parlement, assure qu'il n'était pas question de proclamer l'état d'urgence.

À 20 h 15, le président russe, Vladimir V. Poutine, est le premier chef d'État étranger à reconnaître un vainqueur. Il adresse un message de félicitations à M. Yakunovitch.

Le mardi 23, Lytvyn se pose en médiateur. Il invite les deux candidats et les membres de la Commission électorale à une rencontre au Parlement. On parle de 100 000 manifestants à Kiev.

À midi et demie, **Freedom House** appelle les gouvernements étrangers et les organisations intergouvernementales à condamner la fraude. Quelques minutes plus tard, l'Union européenne demande une révision des résultats. À 13 h 30, le National Democratic Institute déclare ne pas reconnaître de légitimité au scrutin.

À 14 h 55, le ministre de l'Intérieur dément la rumeur selon laquelle les troupes spéciales russes seraient entrées en Ukraine.

À 16 h 00 le président du Bélarus est le second chef d'État étranger à féliciter M. Yanukovitch pour son élection.

La foule se meut vers le Parlement. Bien que la session soit close, une centaine de parlementaires déclarent Yuschenko élu et lui font prêter serment. Le nouveau « président » prononce alors un brève allocution au cours de laquelle il accuse le président sortant Leonid Kuchma de conduire le pays à la guerre civile.

À 20 h, la Pologne est le premier État étranger à dénoncer le résultat officiel. Le « président » Yuschenko annonce la création d'un Conseil de coordination pour protéger la Constitution et faire office de gouvernement provisoire.



Des jeunes du mouvement PORA lors de leur stage de formation à la NED/CIA.

Le mercredi 24, la foule est toujours aussi dense place de l'Indépendance. À 12 h 30, le ministre des affaires étrangères du Canada invite les autorités ukrainiennes à recompter les résultats. À 13 h, la Commission électorale proclame le résultat complet et définitif : Yanukovitch élu avec 49,53 % des voix, Yuschenko battu avec 46,66 %. Viktor Yanukovitch se déclare prêt à assumer les fonctions que le peuple vient de lui confier.

À 16 h 00 le « président » Yuschenko appelle la police et l'armée à fraterniser avec les manifestants. À 20 h 30, le secrétaire d'État Colin Powell annonce que les États-Unis ne reconnaissent pas le résultat de cette élection.

Décryptage

Durant la campagne électorale, Viktor Yukanovitch a abusé de sa position de Premier ministre en exercice pour utiliser des médias privés et publics comme soutiens de sa campagne. Dans la même période, Viktor Yuschenko a salarié et formé des milliers d'activistes grâce à des fonds provenant des États-Unis.

Contrevenant aux règles de l'OSCE, le Code électoral ukrainien ne reconnaît comme observateurs internationaux que des délégations officielles, pas des ONG. Selon l'état-major de M. Yuschenko, 2 500 observateurs auraient été refoulés des bureaux de vote. Il semble qu'il s'agisse en fait de 1 000 observateurs de l'European Network of Election Monitoring Organizations (ENEMO).

Les scrutateurs désignés par les candidats et les observateurs internationaux de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, du Conseil de l'Europe, du Parlement européen et de l'OSCE ont pu régulièrement surveiller le scrutin.

L'ENEMO est un collectif d'associations d'Europe centrale. Chacune d'entre elles est financé par le National Democratic Institute de Madeleine Albright, le secrétariat commun du collectif est financé par l'Open Society Institute de George Soros et animé par des diplomates britanniques. Le collectif comprend l'association ukrainienne Committee on Voters of Ukraine (CVU), éditeur du journal *Tochka Zory*. Le déplacement des 1 000 observateurs a été conjointement financé par la Freedom House de James Woolsey, le National Democratic Institute de Madeleine Albright et l'International Republican Institute de John McCain. Rappelons que ces deux organismes sont des appendices de la National Endowment for Democracy, vitrine publique de la CIA [2]

Les sondages sortis des urnes, publiés par l'Institut Socis et le Centre Razumkov, ont été financé par les États-Unis. Le même procédé avait été utilisé lors du référendum révocatoire au Venezuela où un sondage sorti des urnes avait été réalisé par Penn Shoen & Berland Associates pour le compte de l'association d'opposition Sumate avec un financement des États-Unis. Le sondage donnait l'opposition gagnante à 59 %, alors que la Commission électorale annonçait qu'elle perdait avec 41 %. Sur la foi de ce sondage, une foule s'était massée dans le centre de Caracas pour chasser le président Chavez. En définitive, les observateurs internationaux agréés, dont le Centre Carter et le Réseau Voltaire, avaient confirmé les résultats officiels [3]

Plus de 10 000 cadres de l'association de jeunes Pora et du Committee on Voters of Ukraine perçoivent un salaire à hauteur moyenne de 3 000 dollars par mois, ce qui représente en Ukraine un revenu plus que confortable. Ces émoluments sont financés par les États-Unis, via l'USAID et la NED. Le fait d'engager des milliers de figurants pour jouer une manifestation devant la presse a été expérimenté pour la première fois par le MI6 britannique et la CIA lors de l'Opération Ajax : en 1952, ils recrutèrent 6 000 figurants pour marcher

sur le palais royal et renverser Mossadegh [4].

Des milliers de tentes et de couvertures ont été mises à disposition des manifestants pour camper place de l'Indépendance où des repas gratuits sont servis. L'ensemble de la logistique a été préparée par l'USAID.

La déclaration de l'OSCE selon laquelle l'Ukraine a failli aux standards internationaux d'une élection démocratique porte en fait essentiellement sur le déséquilibre de la campagne électorale et non sur le scrutin lui-même qui, bien qu'entâché de nombreux incidents, ne semble pas irrégulier pour autant.

Les diverses déclarations du sénateur Richard G. Lugar demandant l'annulation des élections ne sont accompagnées d'aucune description précise des fraudes alléguées.

Le président polonais, Kwasniewski, après avoir dénoncé le résultat officiel, a proposé sa médiation entre les deux candidats. Simultanément, il a mis à disposition de son prédécesseur, Lech Walesa, des moyens publics pour se rendre à Kiev, où celui-ci participe aux meetings de M. Yuchenko place de l'Indépendance.

Cette « révolution », la plus riche du monde, a été conçue pour le public états-unien. Le site internet du candidat Yuschneko est entièrement traduit en anglais. Les manifestations de rue sont mises en scène pour les télévisions occidentales avec un savoir-faire qui ne s'est pas démenti depuis le renversement des Ceausescu et le charnier de Timisoara.

[1] « [Washington et Moco se livrent bataille en Ukraine](#) » par Emilia Nazarenko et la rédaction, *Voltaire*, 1er novembre 2004.

[2] « [NED : La nébuleuse de l'ingérence démocratique](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[3] « [Les sondages ou les urnes ?](#) » *Voltaire*, 23 août 2004.

[4] « [BP Amoco, coalition pétrolière anglo-saxonne](#) » par Arthur Lopic, *Voltaire*, 10 juin 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le corollaire médiatique de la « Révolution orange »

Analyse

Comme nous l'annonçons depuis plusieurs semaines, l'élection en Ukraine a donné lieu à une crise politique orchestrée par la NED/CIA qui utilise à nouveau les tactiques qui ont fait leurs preuves à Belgrade puis à Tbilissi, une crise qui est le thème de notre Focus d'aujourd'hui. Comme toujours, pour que l'opération fonctionne, il est également nécessaire d'obtenir le soutien de l'opinion publique internationale : les « messagers de l'Amérique » s'emploient à prouver que les Ukrainiens sont majoritairement mobilisés en faveur de Viktor Yushchenko et que Viktor Yanukovich n'est soutenu que par une minorité d'apparatchiks corrompus à la solde de la Russie.

Dans ce dispositif de conviction des masses, les Ukrainiens favorables à Viktor Yushchenko occupent une place essentielle. On notera d'ailleurs qu'il est impossible de trouver un Ukrainien favorable à Yanukovich dans la presse conformiste occidentale. Le journaliste ukrainien Ivan Lozowy, dans *The Independent*, et la journaliste Veronica Khokhlova, dans le *New York Times*, livrent une image d'Épinal des manifestants de la place de l'Indépendance : les Ukrainiens se sont retrouvés spontanément en ce lieu, bravant le froid et les obstacles du pouvoir pour exiger un changement de régime et plus de démocratie en Ukraine. En parallèle de cette vision idyllique des partisans de Viktor Yushchenko, le général Evgueni Martchouk, ancien ministre de la Défense de Viktor Yanukovich et limogé en raison de son souhait de voir l'Ukraine entrer dans l'OTAN, brocarde la Russie dans une interview au *Figaro*. Il l'accuse implicitement d'orchestrer le séparatisme des provinces de l'Est et il accuse Kouchma de ne rien faire car ses provinces ont soutenu Yanukovich.

L'image de l'Ukraine qui est donnée par ces auteurs est celle d'un pays où la population milite pacifiquement pour ses droits contre un pouvoir prêt à déstabiliser le pays avec l'aide de la Russie pour garder le contrôle. Outre certains Ukrainiens, la NED/CIA peut compter en France sur des relais traditionnels, issus des cercles atlantistes. Ainsi, dans le *Figaro*, le soviétologue Alain Besançon, également membre de la Nouvelle Initiative atlantique de l'**American Enterprise Institute**, affirme dans un texte daté de samedi que la victoire de Yushchenko n'est pas seulement importante pour la démocratie en Ukraine mais également pour la Russie, puisqu'elle briserait le rêve impérial russe et, ce faisant, elle aiderait à la démocratie en Russie. Car ce pays ne saurait être à la fois une démocratie et un empire... un raisonnement qu'il n'applique pas à ses amis d'outre-atlantique, qui eux pourtant ont des raisons très concrètes de vouloir étendre leur empire. Deux jours plus tard, le même auteur, dans le même quotidien, signe avec un groupe d'intellectuels atlantistes un appel au soutien à Viktor Yushchenko présenté comme « le candidat légitime de la démocratie » ! Bigre !

Dans ces deux textes, on retrouve les mêmes analogies entre la Russie de Vladimir Poutine et l'URSS que l'on pouvait lire dans la lettre ouverte aux chefs de gouvernement de l'Union européenne et de l'OTAN des **115 atlantistes contre la Russie**. Rien d'étonnant à cela, puisque deux des signataires de l'appel à soutenir Yushchenko (Pascal Bruckner et André Glucksmann) sont également signataires de la lettre ouverte. On notera également que la plupart des signataires du texte du *Figaro* sont membres du Comité Tchétchénie, tout comme le journaliste ukrainien Ivan Lozowy, signataire du texte dans *The Independent*. La promotion de la « révolution orange » est donc le fait d'un petit groupe de personnes qui profite pleinement de son accès aux médias pour donner une image déformante de sa propre influence.

Aux États-Unis, on compte beaucoup moins de textes sur l'Ukraine qu'en Europe, peut-être en partie à cause du week-end de Thanksgiving, férié outre-atlantique. Parmi les rares à s'exprimer sur ce sujet, Matthew Spence, directeur du Truman National Security Project, cherche moins à prouver le bien-fondé de la « révolution orange » que de convaincre les États-Uniens de la pertinence de la politique de « démocratisation » des ex-pays soviétiques. Il affirme aux lecteurs du *Los Angeles Times* que la politique menée est la bonne et qu'il ne faut pas s'en détourner au prétexte que les résultats ne sont pas immédiats. De son côté, Kenneth Adelman du Defense Policy Board vante dans le *Washington Times* l'un des succès de la politique de « démocratisation » US dans les ex-républiques soviétiques : la Géorgie. Mikhaïl Saakashvili, qui a apporté son soutien aux manifestants en Ukraine, est présenté comme un dirigeant intègre et réformateur, combattant la corruption et ayant bien mérité l'aide du **Millennium Challenge Account** pour avoir privatisé les entreprises publiques géorgienne au profit des États-Unis et des Géorgiens de la diaspora. Bien qu'il ne soit pas question de l'Ukraine dans ce texte, il est difficile de ne pas voir dans cet exposé un avant goût du programme de Viktor Yushchenko en Ukraine s'il parvient à prendre le pouvoir en employant la même méthode que le président géorgien.

La méthode employée à Tbilissi hier et à Kiev aujourd'hui a fait ses preuves mais elle commence à être connue et à devenir facilement identifiable. Aussi, au Royaume-Uni, de nombreux analystes prennent leur distance avec l'image des

démocrates en orange bravant le froid par soif de liberté. Le commentateur des questions de politiques étrangères du *Guardian*, Jonathan Steele, dénonce dans son quotidien la propagande pro-Yushchenko, rappelle que certains des partisans du candidat de l'occident sont des nostalgiques des combats contre l'URSS lors de la seconde Guerre mondiale et que leur favori n'est pas plus démocrate que Yanukovich. Derrière les manifestations à Kiev il faut voir la main de la CIA et de ses techniques de « coup d'État post-moderne ». Cette analyse est partagée par l'ancien diplomate britannique Peter Unwin qui, dans *The Independent*, part de ce postulat pour se demander pourquoi l'Union européenne soutiendrait Yushchenko dans ces conditions. Il demande du pragmatisme : tout ce que l'Union européenne a à gagner dans cette affaire c'est l'hostilité russe, ce qui ne peut que la desservir. Les seuls bénéficiaires de cette crise seraient les néo-conservateurs. Dans les années 90, Henry Kissinger avait déclaré : « Peu nous importe que l'Ukraine soit démocratique ou pas, pourvu qu'elle soit avec nous », Pour Unwin, peu importe que l'Ukraine soit une démocratie pourvu qu'elle ne nous conduise pas à un affrontement avec les Russes.

Le secrétaire du Conseil de sécurité national russe, Igor Ivanov, rappelle pour sa part dans *El Periodico* la position de son pays dans cette affaire : l'Ukraine est un pays souverain et qui doit choisir seul ses alliances avec des pays étrangers. Il estime cependant à titre personnel que l'Union européenne n'est pas prête à accueillir l'Ukraine et que l'Ukraine n'est pas prête à intégrer l'Union européenne. Il dénonce sans les nommer les « ennemis de la Russie » qui restent coincés dans les schémas de pensée de la Guerre froide, et dénonce la logique de Guerre des civilisations dans laquelle la Russie refuse d'entrer.

Réseau Voltaire

Ivan Lozowy

Ivan Lozowy est président de l'Institute of Statehood and Democracy de Kiev et membre du Comité Tchétchénie de Paris.

« Nous avons prouvé que nous étions une nation »

Source : The Independent

Référence : « We have proved that we are a nation », par Ivan Lozowy, *The Independent*, 26 septembre 2004.

En 1991, certains pensaient que l'Ukraine ne resterait pas longtemps un État indépendant et ils se désintéressèrent du pays. Pourtant, régulièrement, les mouvements étudiants se mobilisèrent pour faire vaciller le pouvoir. Lors de la dernière campagne électorale, Léonid Kouchma a soutenu Viktor Yanukovych et a organisé le trucage des élections massivement, ce qui n'a permis à son poulain que de l'emporter de 3 % devant **Viktor Yushchenko**. Pendant la campagne, **Vladimir Poutine** est venu à deux reprises en Ukraine pour soutenir Yanukovich, mais cette tactique a eu un effet pervers car elle a été perçue

comme un retour à une politique tsariste et des rumeurs de présence des forces spéciales russes en Ukraine se sont multipliées.

La préoccupation de la Russie concernant l'Ukraine est compréhensible : la flotte de la mer noire y réside et ce pays est essentiel à la Russie pour retrouver un statut de puissance mondiale. Mais ce sont là les préoccupations des Russes, pas les nôtres. Malgré les avis russes et en dépit du froid, les Ukrainiens se sont rassemblés pour soutenir **Viktor Yushchenko**. Au moment où j'écris ces lignes, ma femme et ma fille aînée sont en train de manifester. Ce qui est en jeu ce n'est pas cette élection, c'est notre survie en tant que démocratie. C'est pour cela que des responsables politiques comme **Colin Powell** ou **Gerhard Schröder** ont refusé de reconnaître les résultats officiels. **Mikhail Saakashvili** nous a souhaité bonne chance.

Je n'ai jamais été aussi fier de mes compatriotes qu'aujourd'hui. Ils se battent tout en sachant que le gouvernement fera tout pour rester au pouvoir, mais seule la reconnaissance de Yushchenko comme vainqueur de l'élection satisfera leur demande.

Veronica Khokhlova



Veronica Khokhlova, une journaliste ukrainienne, est la rédactrice de Neeka's Backlog.

« Les nouveaux venus dans le quartier »

Source : New York Times

Référence : « New Kids on the Bloc », par Veronica Khokhlova, *New York Times*, 26 novembre 2004.

La jeunesse d'Ukraine est très différente de la génération précédente et elle n'a plus les craintes de ses aînés. Elle connaît ses droits C'est pourquoi les jeunes étaient nombreux sur la Place de l'indépendance pour protester contre la déclaration de Yanukovich se présentant comme le vainqueur de l'élection contre **Viktor Yushchenko**. Les autorités ont tenté d'empêcher les étudiants de sortir de l'université de Kiev mais ceux ci ont ouvert toutes les fenêtres pour sortir et protester en portant du orange, la couleur de la campagne de Yushchenko et face à cette situation, l'administration a reculé et a laissé les étudiants sortir. Tout cela m'a été raconté par mon amie Tanya, 20 ans, avec qui je participe aux manifestations.

Tanya et les autres étudiants doivent avoir froid et sommeil mais ils ne le montrent pas. Quand je regardais la télévision, j'avais l'impression que tout cela se terminerai mal mais quand je suis avec les manifestants, les peurs s'évanouissent. Nous sommes aussi rassurés par les soutiens étrangers, celui de l'OSCE ou de **Colin Powell**. Le seul dirigeant étranger qui soutient Yanukovich est **Vladimir Poutine**.

Evgueni Martchouk

Ancien patron des services spéciaux ukrainiens, le général d'armée Evgueni Martchouk était ministre ukrainien de la Défense, renvoyé en raison de son souhait de voir l'Ukraine adhérer à l'OTAN.

« La Russie n'acceptera pas de perdre l'Ukraine »

Source : Le Figaro

Référence : « La Russie n'acceptera pas de perdre l'Ukraine », par Evgueni Kirillovitch Martchouk, *Le Figaro*, 29 novembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous vivons l'une des périodes les plus cruciales de l'histoire de l'Ukraine et nous entrons dans la phase la plus critique. Le président doit prendre une décision et si nous n'arrivons pas à trouver une issue légale, les conséquences peuvent être dramatiques. Les réponses du gouvernement peuvent être nombreuses. Le fait que certains gouverneurs, dans l'est de l'Ukraine, se soient lancés dans un processus d'autonomisation comportant des éléments de séparatisme, représente en soi une base suffisante pour annoncer l'état d'urgence, selon la Constitution, même si le président peut aussi démettre les gouverneurs.

Difficile de savoir ce que le président va faire, ce que va préconiser le conseil national de sécurité, mais jusqu'ici personne n'a réagi alors que la loi affirme que toute menace de séparatisme est une menace pour la sûreté de l'État.

Certains expliquent cette passivité par le fait que certaines provinces occidentales favorables à Viktor Yushchenko ont proféré les mêmes menaces. Ces actes politiques, qui touchent une grande partie du pays, sont des réactions aux falsifications massives de l'élection. Mais ils sont eux aussi illégaux. Le pouvoir aurait dû demander à Yushchenko de refuser ces décisions des municipalités tout en condamnant le séparatisme de l'Est. Aujourd'hui, on apprend que le maire de Moscou, Iouri Loujkov, est arrivé dans les régions orientales. Le seul fait qu'il se trouve là-bas dans le contexte actuel est une immixtion inacceptable dans les affaires intérieures de l'Ukraine. Cette venue ajoutée à la présence de la Russie dans la campagne de Yanukovich, et le projet de ce dernier de faire du Russe la deuxième langue officielle montre que la Russie a décidé de s'immiscer activement ici. Toutefois, la Russie ne peut se permettre un conflit ouvert avec l'Ukraine. Elle a la Tchétchénie, l'Abkhazie à gérer...L'idée de l'entrée de l'Ukraine dans les structures euro-atlantiques est insupportable pour la Russie, à tous les échelons de l'appareil politico-militaire, mais aussi dans la population. Ils se sont faits à l'idée que les Baltes portaient, mais l'Ukraine jamais.

En Ukraine, rien ne pourra obliger les militaires à aller contre la population. Le ministre de la Défense Kouzmouk ne prendra pas le risque de donner l'ordre d'utiliser la force contre les civils. Les services spéciaux n'interviendront pas non plus. Il existe toutefois une unité dont la fonction est de protéger le président. En cas de menace pour sa vie, elle pourrait s'interposer. C'est pourquoi j'ai dit à l'opposition : pas d'assaut contre la présidence car cela ferait couler du sang. J'ignore si les forces spéciales russes sont en Ukraine, mais si c'est le cas, il faut les faire partir immédiatement. Le réveil démocratique de l'Ukraine se passe de la manière la plus pacifique. Il ne faut surtout pas gâcher cette fête, qui incarne l'émergence de la nation politique ukrainienne. Pourquoi

un assaut quand il y a trois millions de personnes dans la rue ? Bientôt il y en aura cinq, les choses se feront d'elles-mêmes... Il est en revanche important de débloquent les bâtiments gouvernementaux pour que l'Etat puisse continuer de fonctionner.

Alain Besançon



Alain Besançon est soviétologue et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il est membre de l'Institut d'histoire sociale <http://www.reseauvoltaire.net/article992.html> et de la Nouvelle Initiative Atlantique

« Ukraine : tout n'est pas encore perdu ! »

Source : Le Figaro

Référence : « Ukraine : tout n'est pas encore perdu ! », par Alain Besançon, *Le Figaro*, 27 novembre 2004.

Le président **Vladimir Poutine** joue très gros jeu. Depuis qu'il a entamé son nouveau mandat, les observateurs les plus inattentifs ont vu qu'il essayait de rétablir l'influence, voire la domination russe sur les anciennes républiques soviétiques. Le scénario prévu pour l'Ukraine était simple et entrainait tout à fait dans le savoir-faire classique du Kremlin : gagner les élections au profit d'un bon candidat, qui se chargerait ensuite d'opérer le rapprochement voulu avec une Russie qui n'a jamais accepté la dissidence ukrainienne. Les Russes aiment le folklore ukrainien mais ne tolèrent pas qu'elle puisse se développer économiquement et devenir une démocratie. Les Ukrainiens ne voulaient plus pour leur part du soviétisme imposé par le président Kouchma.

Le mouvement de rejet a été plus violent que prévu pour les Russes, et Poutine a dû venir deux fois sur le terrain. Le patriarche de Moscou prêcha le bon parti aux orthodoxes d'Ukraine et avant même le décompte des voix, Poutine félicitait le vainqueur. L'enjeu est énorme. Si l'Ukraine perd, elle revient sous le joug russe et perd les bénéfices des avantages de son rapprochement avec les États-Unis et l'Europe pour rester indéfiniment sous le joug d'une clique corrompue. L'enjeu est énorme également pour la Russie qui, avec l'Ukraine, retrouverait un empire, comme l'a fait remarquer **Zbigniew Brzezinski**, et perdrait ainsi toute chance de devenir une démocratie. Pauvre Russie, qui a tant besoin de liberté et de droit, au lieu de ces vains gains de territoire qui flattent son nationalisme et ne font que l'affaiblir et la figer.

Cette fois-ci, l'occident ne semble pas décidé à avaler le morceau, et les sourires de Poutine ne permettront pas de mettre l'opération sur le compte de la "lutte contre le terrorisme". L'échec personnel serait cuisant. Pour l'Europe aussi. Si elle se laisse faire, toute sa partie orientale, nouvellement intégrée, vivra de nouveau dans la peur. L'angoisse est déjà perceptible en Pologne, en Hongrie, en Estonie. Ce ne serait pas bon pour l'évolution politique déjà difficile de ces pays. En France, certains se souviendraient de la remilitarisation de la rive gauche du Rhin et, en Allemagne, de l'érection du mur de Berlin. Pour les États-Unis, leur engagement en faveur de la démocratie serait sérieusement mis en doute.

Les conséquences seront néfastes, mais il faut croire en un sursaut qui diffuserait la liberté et la démocratie en Ukraine, mais aussi dans toute la périphérie de la Russie et, peut-être, dans la Russie elle-même.

un collectif d'intellectuels atlantistes

Galina Ackerman ; Mihnea Berindei, Alain Besançon, Béla Borsi Kalman, Pascal Bruckner, Stéphane Courtois, Brice Couturier, Chantal Delsol, Alain Finkielkraut, André Glucksmann, Romain Goupil, Anat Kalman, Stephen Launay, Janos Martonyi, Jean-François Mattei, Corentin de Salle, Françoise Thom, Sabine Renault-Sablionière, Pierre Rigoulot, Pedro Schwartz et Ilios Yannakakis.

« Ce qui se joue à Kiev »

Source : Le Figaro

Référence : « Ce qui se joue à Kiev », par un collectif d'intellectuels atlantistes, *Le Figaro*, 29 novembre 2004.

Les événements d'Ukraine sont historiques car la population, comme d'autres peuples de l'ancien bloc soviétique, est en train de se libérer pacifiquement des représentants d'un pouvoir corrompu et non démocratique. Le peuple ukrainien a tout notre soutien et toute notre admiration : il fait la démonstration qu'il est digne d'un destin européen et démocratique.

Ce qui se joue à Kiev, c'est de savoir si l'on veut, aux confins de l'Europe, un État démocratique avec lequel il est possible de dialoguer et d'établir des partenariats sincères, ou un État corrompu et autoritaire. Il n'y a pas de doute sur les fraudes lourdes qui ont eu lieu lors du scrutin de dimanche dernier, car la Cour suprême ukrainienne l'a tacitement reconnu en gelant la proclamation des résultats annonçant la " victoire " du candidat du pouvoir.

Nous soutenons le peuple ukrainien, massé depuis des jours sur la place de l'Indépendance, qui dit, chante, crie son aspiration à la liberté et à la démocratie. Nous soutenons le candidat d'opposition **Viktor Yushchenko**, non parce que, comme certains esprits trop courts le disent, il est le "candidat de l'Occident", mais parce qu'il est le candidat légitime de la démocratie. Nous appelons tous les défenseurs des libertés à unir leurs voix aux nôtres.

Kenneth Adelman



Ancien vice-représentant des États-Unis à l'ONU (1981-1983) et négociateur pour le contrôle des armes avec la Chine (1983-1986), Kenneth Adelman est membre du Defense Policy Board Advisory Committee du Pentagone. Il a été membre du

« Réformer la Géorgie »

Source : Washington Times

Référence : « Reforming Georgia », par Kenneth Adelman, *Washington Times*, 26 novembre 2004.

Beaucoup de pays de l'ex-URSS ne sont pas devenus des démocraties. Certains sont revenus au totalitarisme, d'autres à des dictatures modérées et beaucoup sont devenus des cleptocraties. Tout ceci est décevant et, dans cet ensemble, la Géorgie est une exception, la seule vraie démocratie après une révolution qui a chassé Édouard Chevardnadze, ancien grand réformateur à Moscou qui bloquait toutes réformes à Tbilissi, tant sur le plan économique que politique. La révolution géorgienne a amené **Mikhail Saakashvili** au pouvoir lors d'une élection reconnue internationalement. Il est le **Vaclav Havel** géorgien et il a poussé sa population à prendre des roses plutôt que des armes et cela a eu le

Committee on the Present Danger et de la Rand Corporation. Il est aujourd'hui secrétaire du Conseil d'administration de la Freedom House et membre du Conseil d'administration de l'International Crisis Group. Il est commentateur pour *Fox News* et directeur du mensuel *The Washingtonian*.

Matthew Spence



Ancien membre du NSC sous l'administration Clinton, Matthew Spence est directeur du Truman National Security Project. Il travaille à la rédaction d'un livre sur la promotion états-unienne de la démocratie en Russie et en Ukraine.

même succès qu'en Tchécoslovaquie en 1989. Alors que beaucoup de pays de la " coalition des volontaires " en Irak retirent leurs troupes, **Mikhail Saakashvili** a augmenté le nombre de soldats géorgiens dans le pays.

Compte tenu de la bonne gouvernance géorgienne, le pays a été choisi pour être un des cinq bénéficiaires du **Millenium Challenge Account**. M. Saakashvili s'attaque à la corruption, réforme les impôts et mène des privatisations, ce qui est intéressant pour les Américains et les Géorgiens de la diaspora. Il faut que la Géorgie réussisse et devienne un modèle pour les autres pays de l'ex-URSS.

« Se tenir prêts à la lutte en Ukraine »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Stand by Ukraine's Struggle », par Matthew Spence, *Los Angeles Times*, 28 novembre 2004.

La démocratie ne naît pas en une nuit, mais après de grands évènements comme la chute du Mur de Berlin ou l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela, qui sont des images marquant son avènement. Au contraire, une élection potentiellement volée a un effet inverse et nous rappelle l'avenir incertain de la démocratie.

La fraude lors de la démocratie ukrainienne est une menace pour la démocratie en Ukraine, mais aussi la promotion de la démocratie par l'occident. Il ne faut pas en conclure que la promotion de la démocratie est vaine. Les Américains n'ont pas beaucoup de tolérance pour les politiques qui demandent de la patience. La démocratie souffre des agissements de Kouchma, mais cela ne doit pas faire oublier les effets de l'aide occidentale à la démocratie dans ce pays. Nous sommes parvenus à mettre fin aux décrets de censure afin de permettre aux journaux indépendants de survivre. Nous avons financé les sondages de sortie des urnes aux élections législatives de 2002 pour que l'opposition puisse avoir les sièges qu'elle avait gagnés. Ces victoires n'ont pas suscité la même attention que les fraudes lors de la dernière élection, mais la démocratie n'existe pas que pendant les élections. Notre action passe par le financement de sondages de sortie des urnes pour empêcher les gouvernements de falsifier les résultats, le financement des ONG et par des demandes aux dirigeants occidentaux de maintenir leur attention sur le sort des journalistes et des activistes des Droits civiques.

Il faut se mobiliser pour la démocratie en Ukraine et ne pas oublier ce que nous avons fait durant la dernière décennie.



Jonathan Steele est commentateur pour les Affaires étrangères au *Guardian*. Il a été l'auteur en 1984 de *The Limits of Soviet Power*.

« Le coup d'État post-moderne d'Ukraine »

Source : The Guardian

Référence : « Ukraine's postmodern coup d'etat », par Jonathan Steele, *The Guardian*, 26 novembre 2004.

Les oranges sont parfois amères et ceux qui portent cette couleur en Ukraine ne sont pas aussi doux que leurs partisans le prétendent. Tout d'abord, ils ne reflètent pas le sentiment national ukrainien mais seulement celui des provinces occidentales d'Ukraine qui n'ont jamais apprécié que le pouvoir vienne des provinces orientales d'où est issu Yanukovich. Ensuite, leurs habitudes ne sont pas toujours plaisantes, certains manifestants chantent des chansons nationalistes et sécessionnistes datant des années antisémites de la seconde Guerre mondiale. Ce n'est pas non plus une lutte entre la liberté et l'autoritarisme, **Viktor Yushchenko** a été Premier ministre de Kouchma et certains de ses partisans sont liés aux clans brutaux des privatisations de l'Ukraine post-soviétique.

Sur certaines questions, on peut penser que Yushchenko serait un meilleur président que Yanukovich, mais rien ne dit qu'il transformera la politique et l'économie du pays ou qu'il n'aurait pas également truqué le vote à la place de Kouchma. Les fraudes ont lieu dans beaucoup d'ex-États soviétiques sans soulever les protestations des États occidentaux, ou de façon beaucoup moins sonore. En fait, les protestations sont très pragmatiques et dépendent de l'orientation " pro-occidentale " ou " pro-marché " du candidat sortant. En Ukraine, Yushchenko a bénéficié de l'aide occidentale. Les États-Unis ont payé pour des sondages de sortie des urnes, poussant la Russie à faire de même mais apparemment à une moindre échelle. L'élection états-unienne de ce mois a montré à quel point les sondages de sortie des urnes peuvent se tromper, mais ils ont une grande capacité de mobilisation de la population en assurant qu'il y a eu fraudes si les résultats officiels divergent.

Intervenir dans les élections étrangères sous couvert d'organisations civiques aidant la société civile est devenu le moyen pour la **CIA** de mener des coups d'État post-modernes. En Ukraine, elle joue avec le feu car cela pourrait dégénérer en guerre civile et il s'agit d'un voisin important de la Russie, pays accusé exagérément d'impérialisme. Les États-Unis ont transformé l'Ukraine en pays stratégique. **Vladimir Poutine** n'a rien contre un régime plus démocratique en Ukraine, mais il ne veut pas d'un régime anti-russe. L'Union européenne doit offrir un compromis en proposant un plan d'adhésion à l'Ukraine, ce qui a bien plus de chances de démocratiser le pays que toutes les promesses de Yushchenko ou Yanukovich.

Peter Unwin

Ancien ambassadeur britannique en Hongrie au milieu des années 90, Peter Unwin est l'auteur de *Baltic Approaches and Where East Met West*.

« Poutine devrait mettre son nez ailleurs... nous aussi »

Source : The Independent

Référence : « Putin should keep his nose out of Ukraine. So should we », par Peter Unwin, *The Independent*, 28 novembre 2004.

Imaginons une élection au Mexique qui mettrait au pouvoir d'un président favorable aux États-Unis, comme tous les présidents depuis 70 ans, mais cette fois des observateurs internationaux détecteraient des fraudes. Si **Vladimir Poutine** demandait alors un nouveau décompte ou une annulation des résultats, imaginez les protestations des États-Unis. Impensable ? Pas tant que ça : y a-t-il eu des élections sans fraudes au Mexique ? Maintenant, regardez l'Ukraine. Pendant 70 ans, elle a été une part de l'URSS et pendant des siècles, Kiev et Moscou ont été liés. L'indépendance de 1991 a suscité un certain nombre de problème pour la Russie et on comprend l'intérêt de Poutine pour le résultat des élections. Mais Poutine n'est-il pas en train d'installer une dictature en Ukraine ? Peut-être, mais il faut être naïf pour voir en Ukraine une lutte des gentils contre les méchants.

Tous les abus en Ukraine ne sont pas venus du même côté. L'opposition entre l'Occident et Poutine dans ces élections complique la situation pour les Ukrainiens et la rend dangereuse. Il faut que Poutine cesse de se mêler des affaires ukrainiennes et nous aussi. Nous devons comprendre le point de vue de Poutine : son travail est de faire de la Russie un pays puissant et riche ; pour cela il a besoin de pays prêts à collaborer avec la Russie. Mais depuis cinq ans, il a vu la majeure partie de l'Europe orientale être absorbée par l'Union européenne et l'OTAN. Aujourd'hui, les bases de l'OTAN sont à moins de 100 milles de Saint Petersburg.

Si la direction change en Ukraine, ce pays rejoindra aussi l'Union européenne et l'OTAN : ce sera une menace mortelle pour la Russie et la fin de son rêve d'une communauté économique. Du côté européen, veut-on vraiment que 50 millions d'Ukrainiens intègrent l'Union européenne et avoir une Russie hostile ? Les néo-conservateurs le veulent, nous pas ! Il faut accepter la réalité et privilégier la stabilité à la démocratie en Ukraine.

Igor Ivanov



Igor Ivanov est secrétaire du conseil de sécurité de la fédération de Russie.

« La ligne de la Russie est bien claire »

Source : El Periodico

Référence : « La línea de Rusia es bien clara », par Igor Ivanov, *El Periodico*, 26 novembre 2004.

Quelle est l'attitude de la Russie face aux problèmes de sécurité européens et mondiaux ? C'est une position connue et qui n'a pas varié. Concernant l'expansion de l'OTAN, nous demandons si la vie serait vraiment plus tranquille avec une OTAN plus étendue. Nous n'avons pas obtenu de réponse satisfaisante à cette question et la Russie estime qu'il est préférable de construire une architecture de sécurité européenne qui permet de faire front efficacement aux menaces du XXI^{ème} siècle. C'est dans cette optique que nous voulons construire nos relations avec l'OTAN. Nous voulons notamment travailler sur la prolifération des armes de destruction massive, une question qui a une place importante dans la politique extérieure de la Russie. Nous ne pensons pas que des groupes terroristes puissent se procurer des armes nucléaires ou chimiques, car cela demande trop de compétences techniques, par contre ils peuvent attaquer une industrie chimique ou une centrale nucléaire avec une bombe conventionnelle ou construire une bombe sale. Notre objectif commun doit être d'empêcher une telle éventualité.

Ces dernières années, on a beaucoup parlé du choc des civilisations. La Russie est un État multinational où cohabitent différentes religions depuis des siècles, et où vivent 20 millions de musulmans. Nous avons également des liens avec de nombreux pays musulmans et notre but partagé est d'accroître notre sécurité respective. La Russie a aussi beaucoup d'ennemis : des forces séparatistes, ceux qui restent au niveau des stéréotypes et ne reconnaissent pas que la Russie avance vers la démocratie.

Dans nos relations avec les ex-républiques soviétiques dans le cadre de la CEI, notre postulat de départ est qu'il s'agit de pays indépendants et souverains. Nos rapports sont donc différents selon les pays. La Russie estime notamment que l'Ukraine est un pays souverain qui décide lui-même de ses alliances et de la meilleure façon pour lui de garantir sa sécurité. A titre personnel, je ne pense cependant pas que l'Ukraine et l'Union européenne soient prêtes à s'intégrer l'une à l'autre.